

505 LM 509/1

9341

(1941)

A

Consortium Forestier et Maritime.-

séances du Comité de Gestion

9. 1.41

CONSORTIUM FORESTIER ET MARITIME
des Chemins de fer français

COMITE DE GESTION

Procès-verbal de la Séance du 9 Janvier 1941

La séance est ouverte à 15 heures

Sont présents : MM. DEVINAT, Président
 ALLEGRE,
 BROCHU,
 GROS,
 JOLY,
 PORCHEZ,

Excusé : M. PICARD

Approbation du procès-verbal de
la séance du 28 octobre 1940

M. ALLEGRE, qui n'assistait pas à cette
séance, demande des précisions qui lui sont
fournies. Le procès-verbal est ensuite
adopté.

Conséquence pour le Consortium
de la loi du 10 octobre 1940

Le Comité est avisé qu'en application de
la loi du 10 octobre 1940, réorganisant le
Conseil d'Administration, M. JACQUET a dû
abandonner son Sièg e d'Administrateur de la
S.N.C.F. et ne fait plus, par suite, partie du Comité.
M. JACQUET ne devant pas être remplacé, le nombre des repré-
sentants de la S.N.C.F. au Comité passe de sept à six.

Par ailleurs, la suppression du Comité de Direction a
amené le Conseil d'Administration de la S.N.C.F., dans sa
réunion du 4 décembre 1940, à confirmer les pouvoirs précé-
demment accordés au Comité ; le texte de ces pouvoirs a
subi la légère modification qui était devenue nécessaire.

Cette modification de détail ne saurait avoir d'inciden-
ce sur le libellé des pouvoirs accordés par le Comité de
Gestion :

- le 20 mars 1940, au Directeur des Services Financiers
de la S.N.C.F. et à M. NOYON.
- le 28 octobre 1940, au Directeur du Service des Ap-
provisionnement s, Commandes et Marchés et au Direc-
teur du Service Central des Installations Fixes de
la S.N.C.F.

Dernières nouvelles reçues de
l'exploitation forestière

M. PORCHEZ informe le Comité que, depuis sa dernière réunion, il n'a été reçu du Gabon que deux courriers, expédiés de Macoc les 24 octobre et 7 novembre, et un télégramme envoyé le 10 novembre.

D'après ces nouvelles, l'effectif en service comprenait 19 européens et 1.100 indigènes ; l'état sanitaire et moral de tout le personnel était bon.

L'exploitation continuait à fonctionner, quoique au ralenti.

Révision des accords passés
avec la S.O.A.

M. GROS expose qu'à la suite de la prise de possession du Consortium par la S.N.C.F., la question s'est posée d'adapter à la nouvelle organisation de ce Service particulier de la S.N.C.F. les relations qu'il avait jusqu'ici avec la Société Occidentale Africaine et qui découlaient de deux accords :

- le premier, de décembre 1927, afférent à l'écoulement de la partie de la production de l'exploitation forestière qui excède les besoins du Chemin de fer,
- le second, de mars 1933, qui visait les trois ordres de questions suivants :
 - a) la domiciliation du Consortium,
 - b) l'achat et l'expédition du matériel destiné au Gabon,
 - c) les affrètements des bois.

Conformément au mandat qu'il a reçu du Comité, dans la réunion du 28 octobre dernier, M. GROS a procédé à l'examen d'ensemble du problème qui se posait.

Il rappelle qu'il est apparu tout d'abord évident que le contrat de mars 1933 devait être dénoncé, en raison des charges très lourdes qu'imposait à la S.N.C.F. la domiciliation du Siège du Consortium dans les locaux de la S.O.A.

Il est apparu également dès le début que la S.N.C.F. pouvait parfaitement se charger elle-même de l'acquisition et de l'expédition du matériel destiné au Gabon.

La question de l'affrètement entrant dans le cadre de la discussion en perspective avec la S.O.A. au sujet de la vente des bois, la résiliation du contrat de mars 1933 a été demandée par lettre du 7 août 1940 et

acceptée par lettre du 28 octobre suivant. Ce contrat a donc pris fin le 31 décembre dernier.

M. GROS expose ensuite qu'en ce qui concerne les accords de 1927, plusieurs questions se posaient, dont certaines ont été examinées par le Comité dans sa réunion du 28 octobre 1940.

Sur les indications fournies par le représentant du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés de la S.N.C.F., il a été formellement reconnu en premier lieu que, dans les circonstances présentes, ce Service, qui pourrait à la rigueur se charger des ventes sur le marché national, n'était pas en mesure d'étendre son action au marché international, ainsi qu'il est nécessaire de le faire dans certaines périodes.

Le Comité a également envisagé, le 28 octobre, la possibilité de confier à une autre firme que la S.O.A. la vente dans le commerce de sa production, mais il a reconnu que la S.O.A. était l'une des plus sérieuses parmi les maisons de courtage des bois coloniaux.

En ce qui concerne le rôle futur de la S.O.A. vis-à-vis du Consortium, il y avait lieu de préciser :

- le champ d'application du nouveau contrat,
- le taux de rémunération de la S.O.A.,
- les conditions dans lesquelles s'exercerait le contrôle des conditions de vente.

M. GROS a essayé de connaître au préalable la forme générale des contrats de courtage adoptés par les autres Sociétés de bois coloniaux. Son enquête, qui n'a pu être que très discrète, n'a pu, de ce fait, aboutir au résultat recherché. Elle a cependant permis de conclure que, dans les grandes lignes, les conditions faites au Consortium par la S.O.A. semblent assez normales.

Cette enquête a permis en outre de reconnaître que les circonstances actuelles n'étaient guère favorables à la conclusion d'un nouveau contrat, puisqu'on ignore les conditions exactes dans lesquelles celui-ci aura pratiquement à jouer.

M. GROS s'est cependant rapproché de M. CHARTON, Directeur de la S.O.A., afin de préciser à nouveau, à la suite des modifications intervenues dans la structure même du Consortium, les principes généraux de sa collaboration avec la S.O.A.

D'un commun accord, MM. GROS et CHARTON ont estimé que, dans les circonstances actuelles, il était préférable de ne pas trancher définitivement la question des affrètements. M. GROS fait remarquer, à ce sujet, au Comité que le Consortium peut dans l'avenir être éventuellement amené à utiliser à son profit une partie de la flotte S.N.C.F. Il fait, par ailleurs, remarquer que ces questions d'affrètement auront avantage à être traitées en collaboration avec la S.O.A., en raison, d'une part, des conditions posées sur ce point par certains acheteurs, et, d'autre part, des avantages que pourrait avoir le Consortium à utiliser les contrats d'affrètement passés par la S.O.A. pour ses autres ventes.

En ce qui concerne le champ d'application du contrat en discussion, M. GROS a obtenu que celui-ci ne s'appliquerait qu'aux bois destinés à la vente dans le commerce, à la condition que l'exclusivité des ventes de cette nature fût assurée à la S.O.A.

De plus, la rémunération de la S.O.A. serait maintenue au taux précédemment en vigueur, taux qui ne semble pas exagéré, étant entendu que la S.O.A. serait dans tous les cas du croire vis-à-vis du Consortium, ce qui apparaît indispensable pour les ventes à l'étranger.

Comme conclusion de son exposé, M. GROS communique au Comité le texte de contrat qu'il a rédigé en accord avec M. CHARTON.

M. le Président remercie M. GROS et le charge de mettre au point, en liaison avec M.M. PORCHEZ et BROCHU, le contrat à passer avec la S.O.A. en conformité des principes figurant dans le projet soumis au Comité.

Le Comité donne à M. PORCHEZ les pleins pouvoirs nécessaires pour la signature de ce contrat.

M. GROS fait d'ailleurs remarquer qu'un tel contrat ne vaut que par l'esprit dans lequel il est appliqué. C'est pourquoi il sera nécessaire qu'un contrôle serré soit exercé sur les prix et conditions de vente. Une partie de ce contrôle peut être assurée par son Service, qui est en rapport constant avec les fabricants français de bois contreplaqués, mais il serait intéressant que ce contrôle puisse être plus étendu.

M. ALLEGRE observe que jusqu'ici, le Consortium était, à cet effet, représenté - notamment par lui-même - au Conseil d'Administration de la S.O.A. Il estime que cette représentation serait désormais plus utilement assurée par ceux qui ont maintenant la charge effective du Consortium. Il met par suite le siège qu'il détient au Conseil d'Administration

de la S.O.A., en tant que représentant du Consortium, à la disposition du Comité.

Le Comité ayant pris acte de cette décision, M. le Président demande à M. BROCHU de saisir M. le Directeur Général de la S.N.C.F. de la question de la représentation éventuelle du Consortium au Conseil de la S.O.A.

Projet de budget pour
l'exercice 1941

M. PORCHEZ expose qu'en raison, d'une part, de la situation économique générale, et, d'autre part, des événements qui se sont produits à Libreville au début de novembre dernier et qui ont interrompu les relations entre le Comité de Gestion et la Direction locale, il était difficile de prévoir exactement ce que seraient les résultats d'exploitation pour l'exercice 1940 et, a fortiori, de bâtir un projet de budget pour l'exercice 1941.

Pour remplir les obligations mises à la charge du Comité de gestion par le Conseil d'Administration de la S.N.C.F., des évaluations ont cependant été faites par comparaison avec les résultats exacts des exercices 1938 et 1939 et les résultats établis pour l'exercice 1940.

En ce qui concerne ce dernier exercice, les éléments de la comptabilité du Gabon n'étant connus que jusqu'au milieu du mois de juin, il n'a été tenu compte en recettes que des éléments connus d'une manière précise.

Le chapitre des dépenses a été évalué en supposant notamment que :

- pour les salaires, les dépenses des derniers mois de l'année seraient du même ordre que celles du début de l'année, sous réserve de divers correctifs connus,
- les dépenses de vivres et de matériel de rechange seraient influencées par les circonstances résultant des événements survenus depuis le mois de juin.

Ces diverses considérations ont conduit à estimer que les résultats de l'exercice 1940 se traduiraient par un solde déficitaire relativement faible, de l'ordre de 1 million.

Pour l'exercice 1941, M. PORCHEZ observe qu'il a été dans l'impossibilité d'établir, en accord avec la Direction locale, un programme de production et de faire, par suite,

des évaluations de recettes. De plus, la situation politique actuelle de l'Afrique Equatoriale Française rend délicate toute prévision sur l'activité des chantiers et scieries et sur la vente des bois.

Il a été admis qu'en 1941 :

- l'effectif du personnel européen et du personnel indigène serait maintenu à la même importance qu'en 1940, tant pour des raisons de production que pour des motifs d'ordre économique général ou d'ordre social,
- l'activité de l'exploitation forestière serait également maintenue à un niveau sensiblement analogue à celui de l'année précédente,
- les dépenses trouveraient une contre-partie suffisante dans le produit de la vente des bois soit sur place, soit dans des pays d'outre-mer.

M. PORCHEZ soumet au Comité les indications chiffrées qu'il a fait établir. Après échange de vues, ses propositions sont acceptées, sous réserve d'une légère correction de détail demandée par M. le Président.

Il est décidé que le projet définitif de budget sera soumis au Conseil d'Administration de la S.N.C.F.

Application du Code de la famille au personnel français de l'exploitation

M. PORCHEZ fait part au Comité d'une demande récemment faite par la femme d'un des agents de l'exploitation forestière pour demander le bénéfice du décret-loi du 29 juillet 1939, connu sous le nom de "Code de la Famille".

Cette demande a conduit à une étude approfondie de la question, étude dont les résultats sont exposés au Comité.

Après avoir précisé que, dans l'état actuel du personnel européen, trois familles au plus pourraient être appelées à bénéficier des prescriptions du décret-loi susvisé, M. PORCHEZ souligne qu'il n'y a pas lieu, à son avis, de prendre en considération l'incidence financière éventuelle de l'application au personnel français du Consortium du Code de la Famille.

Il demande en conséquence au Comité de prendre une décision de principe, en tenant compte notamment des liens qui unissent le Consortium à la S.N.C.F.

Sur la proposition de son Président, le Comité, soucieux de manifester l'intérêt qu'il porte à son personnel, décide à l'unanimité de faire bénéficier les agents français du Consortium des allocations prévues par le Code de la Famille.

Résiliation du marché passé avec la colonie en février 1940

M. PORCHEZ rappelle que la Direction locale a passé au Gabon, le 3 février 1940, un marché avec la Direction régionale des Echanges Commerciaux de l'A.E.F. pour fourniture de bois débités pour les besoins de la Défense Nationale.

Or, une loi du 11 décembre 1940 a prévu la résiliation des marchés de cette nature passés par les colonies ; les conditions dans lesquelles s'effectueront la liquidation et le règlement des marchés ainsi résiliés doivent être indiqués dans une instruction qui n'est pas encore parue.

M. PORCHEZ attire l'attention du Comité sur la situation particulière dans laquelle se trouve placé en l'espèce le Consortium, dont le représentant au Gabon, qui a traité directement à Libreville le marché considéré, n'a plus de relations officielles avec la métropole.

Le Comité n'a donc pas tous les renseignements nécessaires pour défendre les intérêts du Consortium.

M. le Président observe qu'en raison de la situation politique actuelle de l'A.E.F., le Consortium n'est certainement pas le seul à connaître de telles difficultés, qui lui paraissent devoir être portées officiellement à la connaissance de l'Administration Supérieure.

Il est décidé, en conséquence, qu'une lettre à cet effet sera envoyée, sous la signature de M. PORCHEZ agissant par délégation spéciale du Président du Comité de Gestion, au Ministère des Colonies (Direction des Affaires Economiques).

Assurance du remorqueur FOULENZEM

Un remorqueur de l'exploitation forestière a été pris en location par la Marine Nationale, en octobre dernier. Les conditions de navigation de ce remorqueur ne dépendant plus de la Direction locale, M. NOYON a demandé de traiter des polices d'assurance sur corps de ce navire.

M. PORCHEZ expose que, la seule charge des assurances maritimes devant être de 160.000 frs pour une année, il n'a pas voulu donner suite à la demande de M. NOYON sans l'avis de M. le Président, qu'il a consulté à ce sujet.

Etant donné que le Comité n'a aucun renseignement précis sur les conséquences, pour le matériel de l'exploitation, des événements survenus à Libreville au début de novembre, M. le Président estime qu'il n'y a pas lieu d'assurer le remorqueur considéré. Le Comité est d'accord.

Remplacement éventuel du
Directeur local

M. PORCHEZ, après avoir communiqué au Comité la lettre de remerciements du Docteur DELAAGE pour la gratification qui lui a été allouée en récompense des services particuliers rendus à la fin de 1939, rend compte de ce qu'il a fait pour obtenir l'utilisation de l'intéressé par la S.N.C.F.

M. BROCHU rappelle à ce sujet que la question du remplacement de M. NOYON, déjà examinée par le Comité, prend avec le temps un caractère d'urgence indéniable. Il fait part au Comité d'une candidature dont il a été saisi.

M. le Président prend note des renseignements qui lui sont donnés sur le candidat présenté et fera examiner la suite à donner à ses offres de service.

M. ALLEGRE prend la parole pour exposer le rôle du Directeur de l'exploitation forestière. Il précise que les concessions ayant été complètement prospectées, la science forestière n'a qu'une importance relativement faible. Les principales qualités qui doivent être demandées au Directeur local sont l'autorité sur le personnel et, à un degré au moins aussi important, les connaissances techniques et surtout pratiques nécessaires pour l'utilisation rationnelle et la remise en état du matériel et de l'outillage.

M. le Président remercie M. ALLEGRE de ces renseignements, qui lui faciliteront l'examen de la question.

Délégations de solde aux
familles d'agents

M. PORCHEZ informe le Comité que les Services de Paris du Consortium ont continué à payer aux familles les intéressées les délégations de solde faites par certains agents de l'exploitation forestière. Il expose les raisons qui incitent à conserver cette attitude, malgré l'interruption des relations avec le Gabon.

Le Comité donne son accord à ce sujet.

Organisation de groupements
professionnels coloniaux

M. le Président fait le point de la question, qui a déjà été examinée par le Comité dans sa réunion précédente.

Le Comité est avisé de la façon dont l'Administration Supérieure envisage cette organisation qui n'est pas encore pratiquement réalisée.

L'Ordre du Jour étant épuisé, la Séance est levée à 16 h 30.